

UDESR 93

Communiqué de Presse

Le Pré Saint-Gervais, le 4 octobre 2018

Gérard Cosme, Président de l'union des élus socialistes et républicains (UDESR) de Seine-Saint-Denis engage une action en vue d'attaquer l'État pour rupture d'égalité

Il aura donc fallu attendre la publication d'un rapport parlementaire de deux députés de droite - dont l'un de la majorité parlementaire - pour découvrir ce que nous disons chaque jour : la Seine-Saint-Denis va mal, les inégalités avec les autres départements sont criantes et cela est structurellement dû à l'absence d'action de l'État pour rétablir l'égalité.

Parlons Education : le rapport évoque que notre territoire est un fief d'enseignants néo-titulaires - premiers postes - alors même que la proportion des écoles situées en zones d'éducatrices prioritaires REP ET REP + est l'une des plus importantes ;

Parlons Sécurité aussi : les recrutements des policiers, et surtout des gardiens de la paix, reposent à Paris et dans les départements de la petite couronne presque exclusivement sur les « sorties d'école ». En 2017, notre département comptait 715 gardiens de la paix stagiaires, soit 21 % de l'ensemble des effectifs du corps d'encadrement et d'application relevant de la police d'agglomération parisienne.

Parlons Justice enfin : en Seine saint Denis, la durée moyenne de traitement des affaires dans le tribunal d'instance – la justice du quotidien - est de 8,6 mois à Aubervilliers contre 4,4 mois par exemple au tribunal d'instance du 18ème arrondissement de Paris, et 4,6 mois dans le 15ème arrondissement...

Et la liste est longue.... Plus que jamais, nous sommes persuadés que demain, les mêmes causes produiront les mêmes conséquences : une rupture d'égalité devant le service public ! Et cela alors que la Seine-Saint-Denis, qui est le département le moins doté est l'un des premiers contributeurs en matière de TVA : on demande ainsi aux plus pauvres de permettre aux plus riches de rester plus riche !

La publication de ce rapport a donné lieu à plusieurs initiatives qui méritent d'être saluées mais ce n'est plus suffisant ! Les Sequano-dyonisiens, comme tous les Français, doivent bénéficier des mêmes droits et du même accès aux services publics.

Nous, élus socialistes de la République, avons décidé d'attaquer l'État pour « rupture d'égalité devant le service public ». Ne nous y trompons pas. Ce que nous demandons, ce n'est que la République, toute la République, rien que la République.

Nous ne demandons pas un traitement de faveur mais la fin d'un traitement, à notre sens, inégalitaire qui creuse chaque jour le fossé entre les Sequano-Dyonisiens et l'Etat.

Cette action sera introduite dans les tous prochains jours.

La mobilisation citoyenne doit accompagner cette initiative. Une association de défense des citoyens sera elle aussi créée afin que les Séquano-Dyonisiens puissent se joindre à cette action.

Nous appelons les fédérations d'élus de gauche à nous rejoindre afin de défendre ensemble, nos concitoyens.

Gérard COSME,

Président de l'UDESR 93
Président d'Est Ensemble